

Le Major OTENIN à Compiègne et la Campagne de France. 1814

Le vol de bronze opéré par les Allemands en 1942 a fait disparaître du cours Guynemer la statue du major Otenin, arrachée de son socle par le même ennemi qui, 128 ans auparavant, l'avait mortellement frappé sur la terrasse de notre palais.

L'heure n'est certes pas venue, pour de multiples raisons, de songer à reconstituer, sous les mêmes aspects, cette commémoration d'un glorieux passé ; mais il n'en est pas moins vrai que cet acte de vandalisme a porté une sérieuse atteinte à la perpétuité du souvenir que pensaient avoir assurée les organisateurs de la cérémonie réparatrice du 12 juillet 1914 au succès de laquelle la Société Historique de Compiègne a alors si largement contribué et il serait à craindre que faute de pouvoir retenir et fixer la mémoire sur son nom, Otenin ne devienne, de la part de nouvelles générations, l'objet d'une indifférence comparable à l'ingratitude dont il fut victime, dès l'heure de sa mort, de la part de ses contemporains.

Pour prévenir cette indifférence, j'ai entrepris de revoir et de coordonner tout ce qui a été dit et écrit sur l'histoire de Compiègne au cours des sombres journées de 1814 et de faire ressortir comment l'ingratitude des contemporains avait pu naître, de l'opposition des caractères et des intérêts, dans la compréhension des événements qui ont fait de notre ville une des citadelles avancées du champ d'opérations de la campagne de France, pour la plus grande gloire du vaillant officier qui, en une mémorable journée, a su, au prix de sa vie, en assurer la défense.

CHAPITRE I

LE MAJOR OTENIN A COMPIÈGNE — 1814

Le 1^{er} avril 1814, le général prussien Bulow, opérant par attaques combinées et simultanées sur les deux rives de l'Oise, tentait de s'emparer de Compiègne.

CHAPITRE II

LA CAMPAGNE DE FRANCE

Le 31 décembre 1813, les armées coalisées ont franchi le Rhin poussant devant eux les faibles corps français qui leur ont été opposés ; le 26 janvier, ils sont en Haute-Marne où ils trouvent devant eux l'Empereur venu se placer à la tête de ses troupes.

Napoléon, combattant sur le sol français, ne fait plus la guerre en conquérant ; il met tout son orgueil à s'identifier avec la Nation pour la libérer du joug de l'étranger ; il n'a rien perdu de son indomptable fermeté qu'il voudrait faire partager à tous ceux qui l'entourent, mais il ne trouve partout que lassitude et découragement.

C'est que la France a soif de la paix qu'elle attend depuis plus de 20 ans, depuis que, dans un sursaut de magnifique énergie, elle a repoussé l'envahisseur bien au-delà de ses frontières, de cette paix toujours depuis lors remise en question par chaque victoire et que, dès les premiers revers, les yeux fixés sur Prague, elle estimait bien valoir le sacrifice de quelques-unes de ces conquêtes lointaines dont la conservation ne pouvait que servir de prétexte à de perpétuels conflits. Et c'est ainsi qu'en 1814, devant l'invasion, inquiète et meurtrie, l'état de guerre lui est devenu à ce point intolérable qu'elle est prête à la recevoir, cette paix, même au prix de la défaite, sans réaliser ce que cette défaite devra comporter d'amoindrissement, d'abaissement et de honte.

Elle discerne bien pourtant que l'homme qu'elle accuse de l'avoir, par ses propres fautes, conduite à l'abîme, est le seul qui puisse l'en sortir à la condition toutefois qu'elle consente à le suivre comme elle l'a tant espéré en 1802 et 1807 ; elle craint que de nouvelles victoires l'entraînent à nouveau hors de ses limites naturelles pour reconquérir ce qu'il a perdu, elle a trop donné du sang de ses enfants pour consentir à de nouveaux sacrifices qu'il lui faudra sans cesse renouveler. Tout au plus les populations des régions envahies réagiront-elles, mais seulement dans la mesure où elles auront à défendre leurs propres foyers et à se venger de cruautés dont elles auront été victimes ; le danger passé, elles acclameront encore l'Empereur qui, momentanément les aura délivrées.

Ainsi désemparés, découragés, les Français assisteront, fatalistes, à l'éroulement du colosse, disposés à se donner au premier, quel qu'il soit, de ceux qui leur garantiront cette paix qu'ils appellent de tous leurs vœux.

L'armée elle-même est épuisée ; l'Empereur a bien encore avec lui ses vieux grognards et aussi même les jeunes conscrits qui, partis de chez eux mécontents et tremblants, se révèlent au feu pleins d'ardeur et de vaillance ; mais, bientôt, les coupes sombres faites dans leurs rangs les décimeront jusqu'à ce qu'ils succombent sous le nombre.

Dans les états-majors, les maréchaux et chefs de corps qui voient chaque jour fondre leurs effectifs, ne se font aucune illusion sur l'inévitable catastrophe où doit sombrer la fortune de leur chef et la leur avec elle. Sans doute devant l'ennemi, au bruit du canon, ils redeviennent eux-mêmes hommes d'honneur et de devoir mais, vieilliss avant l'âge et soucieux de leur propre avenir, ils se battent sans conviction ; hors de la présence de l'Empereur, ils ne font que des fautes ; le feu sacré est éteint.

L'Empereur ne peut donc compter que sur lui-même et sa petite armée qui toute groupée n'atteint pas 70.000 hommes à opposer aux 300.000 que les Alliés peuvent mettre en ligne, à moins de 200 kilomètres de Paris. Cette lutte inégale va durer deux mois.

La campagne commence mal : vainqueur de Blucher à Brienne le 29 janvier, mais vaincu le 2 février à La Rothière par les deux armées de Silésie et de Bohême dont il n'a pu empêcher la jonction, Napoléon se retire sur Troyes qu'il abandonne presque aussitôt pour établir son quartier général à Nogent-sur-Seine. Là, de fâcheuses nouvelles lui parviennent ; sur tous les fronts c'est le recul ; Maison en Belgique, Soult aux Pyrénées, Augereau à Lyon. En Italie, Murat trahit ; un nouveau congrès s'ouvre à Châtillon ; les coalisés ne consentent plus à traiter que sur la base des frontières de 1792. L'Empereur tout d'abord se révolte ; il ne veut rien abandonner des conquêtes qu'il a reçues de la République ; mais, abattu, découragé, pressé par son entourage, il est sur le point de céder quand le 9 février, dans la matinée, il apprend que Blucher s'aventure seul le long de la Marne dans la direction de Paris : il se jette sur ses cartes et mesure l'étendue de la faute de son présomptueux adversaire. Son parti est pris, il laisse à deux de ses maréchaux Victor et Oudinot, le soin de contenir le généralissime Schwarzenberg et court avec le gros de ses forces vers la Marne où l'attendent de nouveaux lauriers.

Mais avant son départ, il a tout prévu, il importe que les corps prussiens et russes qui ont échappé au général Maison et descendent par Avesnes et Laon ne puissent se joindre à Blucher avant que celui-ci soit définitivement battu. Il ordonne en conséquence une série de mesures ; entre autres celles de renforcer les garnisons de Soissons et de Compiègne, importantes têtes de pont sur l'Aisne et sur l'Oise et prescrit à ces places de tenir jusqu'à la dernière extrémité.

Les journées du 10, à Champaubert ; du 11, à Montmirail ; du 12, à Château-Thierry ; du 14, à Vauxchamps sont autant d'éclatantes victoires ; mais bientôt, de la Seine, parviennent des cris d'alarmes, Schwarzenberg ne voyant plus devant lui Napoléon, s'est décidé à prendre l'offensive. L'Empereur craint le pire de ce côté ; il abandonne à contre-cœur la poursuite de l'armée de Silésie, laissant à Marmont et à Mortier le soin, à leur tour, de contenir Blucher.

Les ordres de Napoléon sont toutefois loin d'avoir été exécutés aussi rapidement que l'exige la situation. A Soissons, les renforts ne sont pas arrivés lorsque le 14 février, le général russe Wintzingerode se présente devant la ville et l'attaque avec vigueur. Le général Rusca combat en désespéré et tombe mortellement blessé ; la garnison bat en retraite dans la direction de Compiègne où, pendant trois jours, les fuyards qui ont pu échapper à la poursuite de l'ennemi ne cessent d'affluer semant la panique et le désarroi parmi la population. Mais les nouvelles de Champagne ne tardent pas à rétablir la situation ; les Prussiens sont refoulés sur Châlons ; le 16, Soissons est repris par nos troupes, tout danger se trouve momentanément écarté.

A Compiègne, le général Hullin, à qui le Ministre de la Guerre fait dire : « qu'il est essentiel de confier le commandement des troupes de la garnison à un officier supérieur intelligent », trouve sur place le major Otenin que le général Avice, commandant du département de l'Oise, lui désigne pour exercer, à titre provisoire, les fonctions de commandant d'armes. Ce n'est toutefois que le 27 février que cet officier prendra effectivement possession de son poste.

CHAPITRE III

LES ORIGINES DU MAJOR OTENIN SA VENUE A COMPIÈGNE

Né à Beauzée, petit village de Lorraine en 1770, engagé volontaire en 1792, chef de bataillon en 1811, Otenin est griè-

vement blessé à la bataille de La Moskowa. Par décret du 21 mars 1813, l'Empereur lui confère le grade de major en second du 136^e de ligne et le nomme Officier de la Légion d'Honneur, mais son état de santé ne lui permet pas de reprendre immédiatement campagne ; il demande et obtient un congé de six mois. Au début de 1814, il est dirigé avec le dépôt de son régiment vers Compiègne où il arrive le 28 janvier, c'est là que le lendemain, dans la dernière lettre qu'il aura écrite à sa famille, il évoque le projet de mariage qu'il a ébauché au cours de son congé, mais dont, dans son esprit, la conclusion ne saurait avoir lieu que lorsque l'armée aura éloigné l'ennemi. Ainsi, s'il souhaite la paix, il ne l'envisage que lorsque l'ennemi sera chassé du territoire ; cette pensée est commune, au début de la campagne, à tous ces braves et modestes officiers et soldats de la Grande Armée, héros obscurs destinés à ne recueillir que sous le couvert de l'anonymat, la part de gloire que leur réserve la postérité.

Dès sa prise du commandement, le major Otenin se trouve aux prises avec les plus grandes difficultés : il ne peut compter, pour l'organisation matérielle de la défense, sur les éléments militaires qui ne sont que de passage au gré des opérations des armées en campagne et se trouve dans l'obligation d'agir, par voie de réquisition, sur les éléments civils pour accumuler sur les points les plus vulnérables de la cité, les matériaux nécessaires à l'édification de tout un système de fortifications de fortune. Mais il n'est pas sans rencontrer certaines oppositions dans la population. C'est que les Compiégnois, comme partout ailleurs, sont victimes de la désorganisation des services de l'armée, lesquels sont loin de suivre les fluctuations les plus diverses et les plus inattendues des mouvements ordonnés par l'Empereur ; les troupes de plus en plus éloignées des organismes de ravitaillement, logent chez l'habitant et vivent à ses frais. Dans les premiers temps, elles ont été bien reçues ; on a eu pitié de ces malheureux soldats que la défaite a rejetés sur leur propre sol ; mais bientôt, ceux-ci qu'exaspèrent des contre-ordres continuels, incertains du lendemain, ne tardent pas à se livrer à des scènes de pillage et à des exactions telles qu'on entend dire à chaque instant que l'ennemi ne ferait pas pire. Les contingents polonais sont ceux dont on a le plus à se plaindre ; ils disparaissent heureusement dans les premiers jours de mars.

La nomination d'Otenin semble au surplus porter ombrage à certains fonctionnaires qui, jusque dans les derniers jours de février, ont pourtant fait preuve d'un empressement marqué à apporter leur concours aux autorités militaires ; c'est le cas

du sous-préfet M. Dalmas, dont la subite disparition paraît inexplicable au général Palat. Le major, dans un des premiers rapports qu'il adresse au général Avice (1^{er} mars), relate cet abandon de poste en l'attribuant à la maladie ; mais on relève dans un journal manuscrit tenu par le secrétaire de la sous-préfecture que cet employé dit ignorer pour quel motif le sous-préfet a quitté Compiègne, l'abandonnant, livré à lui-même, sans lui donner aucun ordre ni aucun document. Or, ce départ coïncide trop exactement avec la prise de commandement d'Otenin pour n'être significatif. M. Dalmas, né en 1751, est un ancien lieutenant-colonel de l'armée royale promu chevalier de Saint-Louis en 1786 ; emprisonné pendant la Terreur, il est, en 1805, nommé maire de Compiègne et sous-préfet de l'arrondissement en 1811. Dès les premiers jours de 1814, on le voit prendre, en l'absence de tout service normalement organisé et de sa propre initiative, au milieu du désordre et du désarroi causés par le passage des troupes en retraite, les mesures les plus opportunes et les mieux appropriées pour garantir les abords de Compiègne de coups de main possibles et organiser l'évacuation vers l'intérieur de certains dépôts et magasins qui ne peuvent qu'encombrer la garnison, des gardes nationales venues de l'Aisne d'un esprit militaire des plus douteux et de tous les blessés qui arrivent des premiers champs de bataille du Nord et de l'Est, il rend compte au Ministre de ses actes et reçoit de celui-ci les plus élogieuses félicitations. Il n'est donc pas surprenant que M. Dalmas ait manifesté son mécontentement de ce que, en ces jours critiques où l'Empereur fait appel à toutes les énergies, les autorités militaires, avec lesquelles il collabore, n'aient pas cru devoir proposer de le rappeler à l'activité pour lui confier les fonctions de commandant de place auxquelles sa compétence et sa parfaite compréhension des nécessités de la défense dont il vient de donner les meilleures preuves semblaient tout naturellement le désigner. Ainsi, ne voulant pas être contraint à subir les directives d'un officier de fortune qu'il estime sans doute n'être pas préparé au rôle qu'il doit tenir, prend-il le parti de s'éloigner momentanément.

En acceptant de couvrir cette attitude de la raison maladie, Otenin faisait preuve d'indulgence et aussi de sagesse ; il épargnait tout au moins au sous-préfet l'application des plus sévères sanctions. On verra d'ailleurs ce dernier revenir guéri se mettre à la disposition du gouvernement provisoire et reprendre possession de son poste, après l'abdication de Napoléon.

Enfin, il existe au sein de la Municipalité et chez quelques notables de la ville d'évidentes mauvaises volontés que l'adjoint

Léré, dans son manuscrit, à la date du 18 février, avait déjà traduites en se faisant l'écho du bruit selon lequel se tenait chez Mme de La Noue un comité composé de M. de Lancry, de M. Cayrol, et de beaucoup de personnes qui entretenaient des correspondances avec l'ennemi afin de rendre la ville.

Ce bruit dont aucun autre des chroniqueurs locaux ne fait mention, ne doit pas pourtant paraître invraisemblable. Il peut, en effet, être rapproché de l'appréciation donnée sur certains membres de la municipalité par le général Hullin, dans un rapport adressé le 26 février au Ministre de la Guerre, rapport que le général Palat reproduit en entier :

« Monseigneur,

» J'ai été informé que les personnes composant la Mairie de
» Compiègne montraient non seulement peu de zèle pour la
» chose publique, mais se permettaient encore des propos
» offensants contre le gouvernement. Une altercation assez vive
» a eu lieu à ce sujet entre un capitaine d'artillerie et le sieur
» Cayrol, membre de la Légion d'Honneur et adjoint au Maire.
» Ce dernier (le maire) n'a pris aucune part au démêlé et doit
» être excepté de toute accusation injurieuse.

» Le sieur Cayrol montre le plus mauvais esprit. »

Dans ces quelques lignes et surtout de ce que par la suite elles ont provoqué de la part du Ministre une demande d'enquête sur les faits incriminés, se dégage entre autres cette impression que si la présence de M. de Lancry, maire de Compiègne, a pu être remarquée dans toutes les réunions tenues chez Mme de La Noue, sa personnalité est nettement mise hors de cause par les autorités militaires dans la recherche du bien-fondé des accusations de connivence avec l'ennemi, sur lesquelles l'enquête ne paraît pas avoir par ailleurs relevé rien de bien précis. Il ne faudrait pas toutefois en conclure que le Maire se soit posé en partisan résolu de la défense, son attitude des plus correctes, à laquelle le vieux révolutionnaire Hullin rendait lui-même hommage, ne laissait rien voir dans ses sentiments intimes que sa loyauté lui ordonnait de sacrifier momentanément à la dignité de sa fonction.

Royaliste notoire et fervent catholique, emprisonné pendant la Terreur, désigné sous la réaction thermidorienne en qualité de notable pour faire partie du conseil général de la commune mais destitué presque aussitôt, en raison de sa parenté avec son frère émigré, nommé conseiller municipal au 18 Brumaire, adjoint en 1805 et enfin maire de Compiègne en 1811, rallié à l'Empire moins toutefois par sentiment que par raison et opportunité et dans l'intérêt même de ses administrés auxquels

il entend consacrer toute son activité. M. de Lancry n'a toutefois pas cessé de fréquenter les vieilles familles nobles de la région de retour d'émigration, avec lesquelles il peut évoquer de vieux souvenirs communs, voire même exprimer certains regrets sur cette douceur de vivre que connaissait la Haute Société au dire de Talleyrand, avant la Révolution.

Il n'est pas douteux que dans les salons où il est reçu, une certaine opposition au régime impérial fasse l'objet de maintes conversations, ne se manifestant, tout d'abord, au cours des années glorieuses du règne, que par des critiques anodines sur la famille de l'Empereur, la nouvelle cour, les mœurs nouvelles, les puissants du jour, hommes nouveaux dans lesquels on ne veut encore voir que des parvenus, toutes choses sans grande importance, sur lesquelles le gouvernement ferme les yeux, convaincu que tout ce monde finira par venir à lui et le fait est que, après le mariage autrichien en 1810, un grand pas dans ce sens aura été accompli. Mais dès les premiers revers, alors que la lutte engagée par l'Europe devient totale et sans merci, que l'édifice impérial commence à trembler sur ses bases, les quelques royalistes restés volontairement à l'écart se réveillent, pressés, excités même par les ennemis personnels de Napoléon, ils intriguent et de même qu'en 1792, ils appelaient l'étranger au secours de la royauté expirante, ils voient en 1814 dans les souverains coalisés des restaurateurs de la monarchie légitime.

M. de Lancry est au courant de toutes ces intrigues, tout en lui le porte à y participer, son passé, ses opinions, ses aspirations, les sympathies qu'il a toujours conservées pour la famille royale déchuë ; mais il est toujours, en ce début de l'année 1814, fonctionnaire impérial, lié par son serment, et s'il ne croit plus comme beaucoup de ses amis, à un redressement possible de la fortune de Napoléon, si sa fidélité ne va pas jusqu'à se sacrifier pour une cause qu'il juge perdue, du moins évite-t-il de participer à toute action clandestine pouvant avoir pour effet d'en accélérer la chute ; il déplore d'avoir à envisager que Compiègne puisse être exposée aux horreurs d'un siège ou d'un combat de rues et prie de toute sa ferveur de chrétien pour que l'inévitable s'accomplisse avant qu'on n'en arrive à cette extrémité ; il attend enfin des événements et non sans une certaine impatience, le jour où il pourra, libéré de ses serments, se donner tout au souverain dont il entrevoit et souhaite le retour.

Cette disposition d'esprit n'est d'ailleurs pas, il faut le reconnaître, particulière à M. de Lancry ; on la retrouve, dans ces temps troublés, dans la grande majorité des hauts dignitaires, magistrats et fonctionnaires, dont la plupart même sont d'anciens révolutionnaires, ralliés eux aussi à un régime qui,

à sa naissance, leur a paru être une sérieuse garantie contre tout retour aux anciennes institutions, mais qui, à l'heure de son déclin, ne sympathisent plus avec lui, retenus néanmoins par l'honneur ou seulement par la crainte, se composant une attitude toute passive qui leur paraît constituer une preuve, sinon évidente, du moins suffisante de leur loyalisme.

Or, Napoléon dans le feu de la lutte qu'il soutenait avec tant d'opiniâtreté, attendait certes plus des maires des communes de France, il eût souhaité les voir empressés à le servir comme dans les temps heureux, organiser, encourager et intensifier cette levée en masse de laquelle il espérait que le spectre seul, surgissant enfin devant ses irréductibles ennemis, suffirait pour les arrêter et les faire reculer.

Mais, si au temps de sa puissance et de sa grandeur, son pouvoir fascinateur s'exerçait à distance sur tous les points du vaste empire, ce n'est plus, en 1814, qu'en sa présence et sous le coup d'une victoire passagère que les municipalités et les populations subissent son étrange attraction. Lui disparu, l'ennemi reparaissant, elles retombent tout aussitôt dans leurs inquiétudes et leurs angoisses ; partout, dans toutes les classes de la société, parmi les administrateurs comme parmi les administrés, on aspire au repos.

Dans cette lutte qui se prolonge, les autorités civiles ne veulent plus voir en Napoléon que le souverain qui, en désespéré, veut avant tout sauver son trône ; elles séparent leurs intérêts de ceux de l'Empereur sans réaliser qu'à ceux-ci sont liés, en cet instant suprême le sort et le renom de la France et de ce trône, dont elles n'attendent plus ni faveurs ni sécurité, désormais elles se désintéressent.

CHAPITRE IV

LA DÉFENSE DE LA VILLE

La volonté et la fermeté dont, dès le début, fait preuve le major Otenin ne tardent pas à en imposer à la municipalité et à la population ; il n'est plus ce simple officier, organe perdu dans le cadre d'un régiment ; il est chef et un chef responsable de toutes les initiatives qui doivent être prises dans l'intérêt de la défense.

Sans plus tarder, il met la ville en état de siège. Pendant la première quinzaine de mars, ses efforts se portent principalement sur la rive droite de l'Oise où ne se trouve aucune troupe

française qui puisse s'opposer à l'approche de l'ennemi ; il confie la direction des travaux de défense à un capitaine du génie sous les ordres de qui il place les travailleurs civils requis.

Le général Palat donne un détail complet de ces travaux.

A l'entrée du Petit-Margny, une forte barricade en terre de 2 mètres de largeur au sommet maintenue par deux rangées de palissades reliées par de solides tirants et flanquées de banquettes de tirailleurs, masque l'entrée du pont. Les routes aux abords, sont couvertes d'abattis et coupées par des tranchées précédées de glacis ; les maisons et murs de jardins sont crénelés ; la rivière l'Aronde est barrée à Clairoix et se déverse dans la plaine de Margny qu'elle inonde. Les gués de l'Oise sont surveillés, on y échoue des pierres pour les rendre impraticables à la cavalerie. Le pont du Francport sur l'Aisne est incendié.

Sur la rive gauche, des fossés sont creusés en avant de la place d'Armes et des portes de la ville. A l'entrée de chaque voie d'accès, d'énormes pièces de bois assemblées et boulonnées sont jetées sur les chaussées dans le but de retenir l'ennemi et de le placer sous les feux abaissés des créneaux des terrasses et des remparts.

Otenin est partout, surveille tout ; il ne veut connaître aucun obstacle à l'exécution de ses ordres ; il entend bien quelques murmures mais ne s'y arrête pas ou encore il les fait taire. Il a conscience qu'un jour doit venir où de ses propres initiatives peut dépendre le succès de tout un plan extérieur d'opérations ; il s'en rend d'autant compte qu'il lui est donné de tout apprendre de la deuxième capitulation de Soissons qui vient de sauver Blucher d'un désastre complet et à laquelle les Alliés eux-mêmes ont depuis attribué tout le succès de leur campagne ; il a connaissance de la décision prise par Napoléon de faire traduire devant un conseil de guerre le général Moreau, auteur de cette capitulation et dans son âme de soldat s'affermir cette résolution première, qui répond à l'objet de sa mission de défendre la place dont il a la garde jusqu'à la dernière extrémité.

Enfin, il est permis de supposer, et tout porte à le croire, que ce modeste ambitionne de pouvoir se faire, à la faveur des circonstances, un nom particulièrement glorieux qu'il sera fier d'offrir à celle qui doit un jour devenir sa compagne pour le transmettre plus tard à ses enfants.

Et n'étaient-ils pas d'ailleurs légion ces officiers ayant encore devant eux de magnifiques perspectives d'honneurs et de gloire que l'Empereur a regretté plus tard n'avoir pas en plus grand nombre sortis du rang pour leur confier des commandements

où, l'ambition aidant et avec plus de dévouement envers sa personne et plus de confiance dans les destinées de la patrie, ils eussent fait preuve, sinon de plus de bravoure, du moins de ce zèle et de cette émulation qui ont manqué en dernier lieu à certains grands chefs pour assurer le succès de la campagne et une paix honorable pour la France.

M. de Lancry, qui tenait de son père, décédé en 1782, la survivance de la charge de lieutenant du roi à Compiègne, avait quitté le service en 1792 lorsque, par l'effet de la suppression des gouvernements militaires, ce titre avait été remplacé par celui de commandant d'armes. Maire en 1814, à l'âge de 60 ans, d'une ville mise en état de siège, il n'ignore rien des règlements qui subordonnent son autorité aux décisions de l'officier appelé précisément à exercer les fonctions dont il aurait pu lui-même être investi dans le passé ; mais il estime qu'il se doit avant tout à ses administrés ; il connaît les ordres réitérés de l'Empereur ; il sait le major Otenin entièrement acquis à la résistance et juge ainsi qu'il est dans l'intérêt même de la cité de tout tenter pour tenir l'ennemi en respect, hors de l'enceinte, tant que durera cette campagne dont il entrevoit à brève échéance l'issue fatale. Il y a donc de sa part acceptation raisonnée de collaboration dans l'organisation de la défense. Caillette de L'Hervilliers le montre en permanence à l'Hôtel de Ville, ne ménageant ni son temps ni sa peine pour assurer l'accomplissement des devoirs de sa charge, s'attachant toutefois à adoucir les rigueurs des mesures dont il se fait l'exécuteur et s'efforçant d'inspirer à la population une confiance qu'il n'a pourtant pas personnellement pour les lui rendre plus supportables.

Mais entre le major Otenin et M. de Lancry, le premier enfant du peuple qui doit tout à la Révolution, le second survivant de l'ancien régime toujours attaché aux souvenirs du passé, trop de contrastes s'opposent à ce que leurs relations puissent sortir des limites des rapports colligés que les circonstances leur imposent. Ils sont certes tous deux hommes d'honneur et de devoir, mais il est bien évident que leurs conceptions toutes différentes sur les buts à attendre des événements auxquels il leur est donné de prendre part font obstacle à toute communauté d'impressions et de sympathies, dont le souvenir eût pu être fidèlement gardé.

M. de Lancry tout à cette impression que Compiègne ne peut qu'avoir à souffrir d'une résistance prolongée et désespérée, craint avant tout de voir l'intérêt de sa cité inutilement sacrifié à une cause qu'il juge perdue et n'aperçoit plus de sécurité que dans une paix immédiate survenant avant toute tentative d'attaque.

Et c'était pourtant aussi cette paix qu'Otenin attendait non moins impatiemment, tout en la souhaitant honorable lorsqu'en janvier, reconnu inapte à faire campagne, il échouait à Compiègne au dépôt de son régiment et y connaissait les ennuis du désceuvrement ; mais, depuis un fait nouveau s'était produit dans son existence ; la mission de confiance dont il avait été investi au nom de l'Empereur avait réveillé en lui le feu sacré et lui avait rendu la foi dans le succès de nos armes dont orgueilleusement il espérait pouvoir être un des artisans.

CHAPITRE V

L'APPROCHE DES ALLIÉS

Parti de Montmirail le 15 février pour se retourner sur l'armée de Bohême qui, à son tour, menace Paris par la vallée de la Seine. l'Empereur bat Schwarzenberg le 16 à Mormant, le 17 à Nangis, le 18 à Montereau. Blucher, qui déjà s'est ressaisi et a regroupé les débris de son armée, vient au secours de son allié pour engager le combat avec les deux forces réunies ; mais le généralissime autrichien, complètement désorienté par les nouveaux succès de Napoléon, se dérobe, abandonnant Troyes que les Français réoccupent le 24 février, et se dispose à poursuivre sa retraite jusqu'à Langres.

Blucher, impatient et furieux, sollicite et obtient du grand quartier général allié de se reporter entre la Marne et l'Aisne pour y rallier les corps de Wintzingerode et de Bulow qui descendent de Reims et de Laon et disposer ainsi d'une masse de plus de 100.000 hommes avec laquelle il pourra reprendre l'offensive sur Paris. Napoléon, instruit de cette menace, abandonne la poursuite de l'armée de Bohême devant laquelle il laisse pour la contenir Macdonald et Oudinot et se lance sur les derrières de Blucher qu'il rejoint et pousse dans la direction de Soissons. Blucher, acculé à l'Aisne qu'il ne peut franchir, va se trouver contraint à mettre bas les armes quand tout à coup, sous la pression de Wintzingerode et de Bulow le général Moreau qui commande dans Soissons livre la place sans avoir combattu. Les trois corps ennemis font leur jonction et prennent position au nord de Soissons, sous la montagne de Laon.

Vainqueur à Craonne le 7 mars, mais mis en échec devant Laon le 10, l'Empereur se replie sur Soissons que ses troupes ont réoccupée, il organise en personne la défense de cette place qu'il confie à un jeune officier, le chef de bataillon Gérard, puis court sur Reims, où il remporte le 13 mars, au milieu de l'enthousiasme de la population, sa dernière victoire.

Blucher, bien que victorieux à Laon, hésite pourtant à recueillir tous les fruits de son succès tant la présence toute proche de Napoléon lui en impose encore. Ne pouvant se résoudre à forcer les passages de l'Aisne à Soissons et Berry-au-Bac, il se décide à pousser un de ses corps sur la rive droite de l'Oise. C'est ainsi que l'on voit Bulow venir le 12 mars occuper Noyon et se faire précéder le 14 devant Compiègne par quelques éclaireurs.

L'instant va donc devenir critique pour Compiègne, le major Otenin a bien pourvu le pont sur l'Oise de moyens matériels de défense les mieux appropriés, mais ce sont les défenseurs qui lui font défaut.

Les opérations entreprises entre Soissons et Laon, du 5 au 15 mars, la nécessité de renouveler dans ce secteur les troupes de campagne, ont donné lieu à des acheminements continuels d'unités régimentaires dont aucune n'a pu être retenue pour constituer une garnison stable. L'Empereur ne cesse pourtant pas de se préoccuper de Compiègne que successivement il met le 12 mars sous les ordres du général Curély et le 14 sous l'œil vigilant du général Belliard, chargé de surveiller, à l'aile gauche du maréchal Mortier, la rive gauche de l'Aisne.

Dans cette journée du 14, alors qu'il s'attend à être attaqué le lendemain, Otenin n'a sous la main que 90 combattants, il sait néanmoins qu'un bataillon de la jeune garde est parti de Paris pour lui être spécialement affecté ; en attendant il en est réduit à désigner 60 bourgeois de la garde urbaine pour surveiller les postes et demande au Maire de faire transporter à l'entrée du pont de quoi constituer un bûcher inabordable pendant quelques heures. Vers minuit, il dépêche un courrier pour presser la marche du bataillon dont le passage à Senlis vient de lui être annoncé, à deux heures du matin, celui-ci fait son entrée en ville, accueilli chaleureusement par les habitants, il prend, deux heures après, sa position de combat.

Une première colonne ennemie fait son apparition dans la matinée du 15 mars sur la route de Clairoux ; à une première sommation, le commandant d'armes réplique qu'il ne peut être question de rendre une place qui n'a pas encore été attaquée. Un duel d'artillerie s'engage ; le major requiert le maire de faire sonner le tocsin pour appeler à l'aide les habitants des communes environnantes, mais M. de Lancry fait quelques difficultés ; il ne dissimule pas son impression que la garnison est bien faible pour résister à une attaque qui peut, au cours de la journée se développer sous une plus grande ampleur et redoute que la mise en action de corps francs attire sur la ville

les plus sanglantes représailles ; il y consent enfin sur l'assurance qui lui est donnée d'avis secrets faisant connaître que la force de l'ennemi n'excède pas 900 hommes.

A dix heures, le feu cesse ; l'ennemi reste sur ses positions, mais il est bientôt harcelé par les gendarmes et quelques miliciens qui ne tardent pas à se trouver contraints de revenir sur leurs pas après avoir laissé dans cette sortie trois prisonniers.

A une heure de l'après-midi, le major Otenin voit, de la terrasse du bord de l'eau, une nouvelle colonne déboucher de Clairoix ; il évalue à près de 3.000 hommes l'ensemble des effectifs mis en ligne : il paraît s'en effrayer et écrit au général Belliard pour lui exposer la gravité de la situation et lui demander ce qu'il doit faire. Vers deux heures, après un nouvel échange de boulets, une deuxième sommation est faite d'avoir à évacuer la ville.

« Je rendrai la place, fait dire Otenin, quand Sa Majesté l'Empereur m'en aura donné l'ordre ». Réponse, dit Houssaye, où l'ironie française s'allie à la fermeté spartiate. Peu de temps après la garnison n'est pas peu étonnée de voir l'ennemi se retirer en échelons et disparaître derrière le village de Clairoix ; à trois heures, il est hors de vue. Otenin, encore plus inquiet que surpris de ce repli qui est bien fait pour le déconcerter alors qu'il croyait à l'imminence d'une attaque, maintient la garnison sur ses positions de défense, laissant aux habitants des communes voisines accourus au son du tocsin le soin de la poursuite dont ils ont pris l'initiative et qu'ils effectuent jusque près de Janville.

L'Empereur, qui a eu connaissance de ces faits, en marque toute sa satisfaction.

Au roi Joseph, il écrit : « Il paraît que l'ennemi s'est éloigné » de Noyon, ce qui dégage Compiègne ; on s'est parfaitement » comporté dans cette commune. »

Et au duc de Rovigo : « Les habitants de Compiègne et des » environs se sont très bien comportés, faites-en faire le récit » afin que cela serve d'exemple et faites connaître le succès » qu'ils ont eu. »

Le ministre de la police fait aussitôt insérer dans le « Moniteur » un compte-rendu élogieux du combat du 15 mars dans lequel il relate que l'ennemi s'est retiré épouvanté à la vue des habitants qui l'assaillaient sur tous les flancs. La vérité est toute autre qui découle d'événements sur d'autres théâtres de la guerre et que Philippe de Ségur et Henri Houssaye, par les

quelques lignes qu'ils consacrent à Compiègne, ont permis de rétablir.

Bulow, d'après le général Belliard, disposait, dans la journée du 14, entre Noyon et Compiègne, de 10.000 fantassins, 4.000 cavaliers et de 20 pièces de canon ; mais il paraissait superflu au général prussien d'engager immédiatement la totalité de ses troupes dans l'attaque qu'il projetait sur Compiègne, il se contentait, dans la journée du 15, de simples démonstrations d'avant-garde destinées à influencer la garnison et à en obtenir la reddition immédiate, démonstrations qu'il se réservait d'amplifier, s'il devenait nécessaire, pour les transformer en véritable siège, selon les dispositions de la résistance.

Or, Blucher, à la nouvelle de la bataille de Reims, repris par ses inquiétudes, s'empresse de rappeler ses différents corps pour les concentrer entre Laon et Berry-au-Bac, l'ordre ne parvient à Compiègne qu'au début de l'après-midi du 15, le repli s'exécute aussitôt. Il s'agit donc ainsi, dans la circonstance, non pas d'un recul précipité et désordonné imposé par l'adversaire, mais d'un changement de direction donné à des troupes en formation de combat, que la conduite faite par les corps francs se lançant à la poursuite a pu néanmoins fortement gêner.

Le général Belliard, répondant à l'appel d'Otenin, lui envoie le 16 de grand matin 400 cavaliers que doivent suivre à marche forcée 600 fantassins et 4 pièces d'artillerie ; les cavaliers partis immédiatement en reconnaissance dans la direction de Noyon constatant que l'ennemi a complètement disparu de la région, l'infanterie et l'artillerie de renfort reçoivent en conséquence contre-ordre avant d'atteindre Compiègne, leur présence devient beaucoup plus nécessaire sur Berry-au-Bac.

Il ne fait néanmoins pas de doute que, sans ces circonstances, Compiègne devait s'attendre à être l'objet, au lendemain de ces démonstrations, d'une attaque sérieuse qui eût mis aux prises sa bien faible garnison avec la totalité des forces de Bulow et que la ville en eût sérieusement souffert.

Ainsi, à un mois d'intervalle, la première fois de Montmirail, la seconde de Reims, Napoléon, par ses victoires, préservait et sauvait Compiègne.

Mais la journée du 15 mars, en dépit du peu d'importance des faits dont elle est marquée, n'est pas sans avoir provoqué dans l'esprit de ceux qui l'ont vécue des réactions les plus salutaires, elle est pour le major Otenin comme une première prise de contact avec les réalités qui s'attachent à sa fonction ; on l'a vu, anxieux, inquiet de la faiblesse des moyens dont il

dispose, effrayé même de ses responsabilités mais convaincu néanmoins de la nécessité de ne pas se dérober au combat et décidé à y faire bravement face. Il discerne qu'il faut toujours compter dans les positions les plus critiques sur le hasard et l'imprévu qui peuvent du jour au lendemain ou même d'une heure à l'autre, changer la face des choses ; l'exemple de Soissons lui est toujours présent à la mémoire et il se garde de céder aux mêmes sollicitations. De ce jour, on remarque une plus grande confiance en lui-même, une détermination plus précise dans ses actes. Enfin, il trouve un précieux encouragement dans les marques les plus flatteuses dont il est l'objet ; une décision du 22 mars du Ministre de la Guerre le confirme en effet, à titre définitif, en qualité de commandant d'armes de 4^e classe, dans le commandement de Compiègne qu'il n'a jusqu'alors exercé qu'à titre provisoire.

Les populations, fières d'être citées par le « Moniteur » restent convaincues que la retraite de l'ennemi est entièrement due à leur intervention et on se garde bien de les détromper ; elles n'en apportent, dans Compiègne même, que plus de bonne volonté dans ce que le commandement attend de leur collaboration. L'habitant murmure beaucoup moins des sacrifices qu'on lui demande de consentir pour aider au ravitaillement de la troupe dont l'Etat de plus en plus dépourvu de moyens financiers, ne paraît guère se préoccuper. Le civil et le militaire fraternisent ; la milice se façonne aux armes et à la discipline. Une activité fébrile se manifeste partout : au poste de commandement, dans la troupe, à l'Hôtel de Ville, chez le bourgeois, comme chez l'ouvrier pour intensifier la défense qu'il est indispensable d'assurer sur tous les points.

La garnison se trouve renforcée, le 21 mars, de deux bataillons de la garde mobile de la Loire-Inférieure commandés par le chef de bataillon Baudry et le major Guillemin, apportant un contingent de 860 hommes qui, ajoutés aux 645 qu'accuse Otenin et aux volontaires de la milice urbaine, forment un effectif total d'environ 1.550 dont il faut toutefois défalquer les 50 gendarmes qui disparaîtront de Compiègne le 31 mars et les quelques inaptes et défaillants des dépôts, pour donner finalement un ensemble de 1.350 à 1.400 combattants. Mais il y a dans ce nombre bien des soldats inexpérimentés ; certains même ne savent pas manier le fusil et il faut, au milieu des préoccupations de l'heure, faire l'instruction de ces jeunes recrues.

CHAPITRE VI

INVESTISSEMENT DE LA VILLE

Pendant qu'en Haute-Marne, après Arcis-sur-Aube où le 20 mars, il s'est heurté sans succès à Schwarzenberg, Napoléon cherche à déplacer vers l'est la base de ses opérations, que les Alliés, loin de se prêter à cette manœuvre, marchent délibérément sur Paris dont les corps de Marmont et de Mortier défendent pied à pied les approches ; que l'admirable phalange de Pachtod montre à Fère-Champenoise ce que, dans la défaite même, tout ce que la parfaite conception d'honneur militaire et le plus ardent patriotisme peuvent encore engendrer d'héroïque et de sublime, les places de Soissons et de Compiègne, mises à découvert sur les deux rives de l'Aisne et de l'Oise, font l'objet de démonstrations de plus en plus accentuées des corps chargés par Blucher de s'en emparer.

La situation de ces places en apparence délaissées n'a cependant pas cessé, aux yeux de l'Empereur, de conserver toute son importance. Il les sait bien gardées, l'une par Gérard, ce chef de bataillon dont il ne lui a fallu que quelques heures d'entretien pour se convaincre de l'énergie et de la ténacité qu'il saura déployer, l'autre par Otenin que les rapports mis sous ses yeux ont signalé à son attention pour les efforts, le zèle et la digne contenance dont il a donné les meilleures preuves et il n'y a pas jusqu'à cette émulation entre les deux commandants pour garantir le maximum de résistance dont chacun d'eux se montrera capable.

C'est sur Soissons d'abord que Bulow concentre tous ses efforts ; dès le 22 mars, l'investissement est complet ; sur la rive droite de l'Oise, un corps de cavalerie commandé par le colonel russe Von Geissmar cherche à se rapprocher de Compiègne qu'il espère prendre par surprise ; il trouve devant lui des populations armées qui le harcèlent mais dont les succès limités à la défense de leurs propres terroirs ne peuvent être exploités faute de cohésion. Dans la matinée du 29, l'ennemi, venant de Montdidier, paraît sur la côte de Margny où il est assailli par les habitants de Venette accourus au son du tocsin ; ceux-ci au nombre seulement de 70 ne tardent pas à être refoulés, Geissmar furieux se venge en massacrant tout ce qu'il rencontre, pillant, saccageant et incendiant le village.

Certains contemporains, pour tout dire les Compiégnois dans leur ensemble, ont reproché à Otenin de n'avoir rien fait pour s'opposer à cet acte de vandalisme. Voici ce qu'en disent les deux principaux chroniqueurs de l'époque :

Tout d'abord Escuyer, le bibliothécaire du Palais :

« Les villages d'alentour qui s'étaient levés en masse quelques
» jours auparavant, effrayés eux-mêmes et frappés de terreur,
» n'osaient rien tenter en faveur de leurs voisins et le comman-
» dant de la ville qui craignait sans doute que cette fausse
» attaque n'en masquât une véritable, n'osait dégarnir la ville
» de troupes. En même temps un autre détachement essaye de
» brûler Margny, quelques maisons seulement sont détruites.
» A une heure seulement le major Otenin fait sortir ses
» gendarmes et de l'infanterie qui forcent aussitôt l'ennemi
» à la retraite. Son chef charge un voiturier qu'il rencontre de
» dire au commandant de Compiègne que chaque fois qu'il ferait
» sonner le tocsin, il en coûterait quelques villages à la France. »

Ensuite : Léré :

« Sur le midi, 40 à 60 lanciers prussiens mettent le feu à
» Venette. En très peu d'heures, du clocher de l'Hôtel de Ville,
» nous voyons les flammes s'élever de plus de dix endroits.
» Otenin, commandant de la place, y était avec nous ainsi que
» M. Robinet, le nouveau sous-préfet ; il contemple ce malheur
» d'un œil sec et indifférent et n'envoie que sur les deux heures
» une compagnie porter secours avec deux pièces de canon qui
» sont braquées à la porte de M. Guy. Il était trop tard, le
» malheureux village était incendié. »

A côté de ces deux récits peut se placer cet extrait d'un rapport du maire de Compiègne portant la signature de M. Cayrol, premier adjoint, adressé dans la soirée au Ministre de la Guerre et très certainement à l'insu du commandant, seul qualifié par ses fonctions à rendre compte à son ministre, et il ne manque pas de le faire le jour même, des incidents de la journée.

« L'ennemi, dit ce rapport, n'ayant rien qui l'arrêtât, a envoyé
» 50 hommes à Venette ; ils ont mis le feu à vingt endroits à
» plusieurs reprises ; voyant qu'on ne leur opposait aucune
» résistance, ils ont descendu la montagne de Margny et ont
» mis le feu aux premières maisons du village. A une heure,
» la troupe est enfin sortie, l'ennemi s'est retiré. »

La population d'une ville assiégée appelée à souffrir des inflexibles nécessités de la défense a naturellement tendance à critiquer les mesures dont elle ne discerne pas toujours sur l'heure le véritable but, parce qu'elle en rapporte généralement les conséquences à sa propre sécurité. A dire vrai, il n'y a rien de surprenant à ce que le major Otenin à qui il a été donné malheureusement, au cours de sa longue carrière, d'assister à d'autres horreurs, se soit montré, sinon indifférent, du moins

endurci devant l'affreux spectacle qui s'offrait à ses yeux ; mais ce malheureux épisode ne peut lui faire oublier l'objet de sa mission ; en fait, il n'est pas sans savoir que les Alliés marchent sur Paris dont il doit toutefois s'imaginer que Napoléon défend les approches ; il a de plus des indices certains qu'il ne s'agit pas, de la part de von Geissmar, d'une démonstration isolée ; qu'elle est au contraire le prélude d'une nouvelle attaque sur la tête de pont qu'il doit défendre et disputer à l'ennemi au prix des plus grands sacrifices, dût-il en coûter des plus cruels à la ville et même à son palais. L'intervention sur Venette, toute efficace qu'elle ait pu être, risquait donc d'affaiblir les ressources de la défense en combattants et en munitions déjà si parcimonieusement distribuées ; de là cette abstention que les événements postérieurs devaient justifier.

Quoi qu'il en soit, cette malheureuse affaire de Venette arrête net l'élan des populations qui manifestent leur résolution, de laisser désormais les militaires se faire la guerre entre eux. C'est du moins ce que dit Escuyer et il est permis de penser que la municipalité dont ce chroniqueur recueille et traduit fidèlement les échos, entre entièrement dans les vues de ses administrés.

Dès le 30 mars, le courrier n'arrive plus ; les communications avec Paris sont interrompues ; les Compiégnois pressentent que l'instant est proche d'événements peut-être décisifs où la garnison sera appelée à jouer un rôle des plus actifs ; ils retiennent de l'attitude du commandant d'armes devant Venette son inflexible résolution de ne se laisser émouvoir par aucune considération d'ordre sentimental et dans leur isolement, connaissent une fois de plus les inquiétudes et les angoisses de l'incertitude et de l'attente.

Au poste de commandement, on ne se dissimule pas la gravité de la situation ; sans doute les dispositions prises sont-elles telles que l'on peut se dire à l'abri de toute surprise, mais la question des munitions est loin d'avoir reçu la solution que depuis longtemps réclame Otenin ; la pénurie en est telle qu'elle peut dans les quarante-huit heures faire obstacle à toute possibilité de continuer la lutte. Mais dans son ignorance de la situation, la garnison veut voir dans l'attaque projetée par l'ennemi l'une des phases d'un combat engagé par l'Empereur pour détourner les Alliés de Paris et l'espoir d'une délivrance prochaine, que seule une résistance acharnée peut favoriser, entretient le moral de la troupe et de ses chefs. Le mot d'ordre est donné de tenir ; chacun se prépare à l'action.

CHAPITRE VII

SIÈGE DE LA VILLE - MORT DU MAJOR OTENIN

L'ordre de s'emparer au plus tôt de Compiègne expédié du grand quartier général allié dans la soirée du 29 mars parvient à Bulow dans la journée du 30 ; le général prussien prend immédiatement les mesures qu'il estime nécessaires pour en assurer l'exécution.

Instruit par l'expérience du 15 mars, Bulow se dispensera de parlementer ; il a pu, au cours de cette journée, s'assurer de l'importance des ouvrages défensifs de la rive droite et ne doute pas qu'ils aient été depuis complétés et renforcés ; c'est donc sur la rive gauche qu'il entend porter le gros de ses efforts ; il détache à cet effet du camp d'investissement de Soissons cinq bataillons d'infanterie, quelques centaines de cavaliers, une batterie de 12 et une de 6 dont il confie le commandement au général de brigade von Krafft et que doivent soutenir sur la rive droite les cavaliers et l'artillerie de von Geissmar déjà en position sur les hauteurs de Margny renforcés d'un détachement acheminé de Noyon par le colonel von Sydow composé de deux régiments de cavalerie, de deux compagnies de chasseurs, d'un bataillon d'infanterie et d'une demi-batterie à cheval.

L'ensemble des forces ainsi mises en ligne par l'ennemi peut être évalué à 8.000 hommes qu'appuient 28 pièces d'artillerie ; ce sont précisément les chiffres retenus par le général Palat sur les données des rapports officiels des chefs de corps ou de détachements des armées belligérantes, ramenant ainsi à leur juste valeur les évaluations nées des impressions les plus diverses ressenties ou recueillies au cours de l'action par les combattants et témoins oculaires. Cailliette de L'Hervilliers lui-même qui, sur les dires de son père, a pu faire état d'un effectif de 18.000 hommes, convient que dans le nombre il fallait tenir compte de la présence de troupes de couverture qui eussent pu le lendemain être appelées à relever ou même à renforcer les troupes déjà engagées, en vue d'un nouveau combat.

Le détachement de von Sydow n'arrive en vue de Margny qu'en fin d'après-midi du 31 mars alors que von Geissmar impatient se livre depuis le matin à des démonstrations dont nos troupes ont facilement raison. Otenin a placé les bataillons de la Loire-Inférieure aux abords du pont et sur les chaussées de Margny et de Clairoux ainsi qu'aux approches des gués de la rivière sur lesquels toutes tentatives de passage sont repoussées.

Sur la rive gauche, von Krafft, le 31 mars, ne peut dépasser Trosly-Breuil mais dès les premières heures de la matinée du 1^{er} avril, il paraît en vue de Compiègne et se livre à une reconnaissance rapide des lieux. Vers neuf heures, il lance deux de ses bataillons sur la route de Soissons ; ceux-ci rejettent nos avant-postes dans la place, mais une vigoureuse contre-attaque réussit à les maintenir hors de l'enceinte.

Pendant que l'attention de la garnison se trouve retenue sur ce point, von Krafft développe son infanterie, sa droite vers la rivière qu'il ne peut toutefois pas atteindre, deux autres bataillons gagnent le grand parc et de là les avenues et la porte de Pierrefonds ; un cinquième trouvant la porte est du petit parc non gardée y pénètre, mais l'exiguïté de l'entrée retarde considérablement le rassemblement. Ce retard provoque un certain flottement dans la formation des colonnes d'attaque que le général prussien entend lancer simultanément sur tous les points.

La canonnade se fait entendre toute la matinée, l'artillerie ennemie est répartie, rive droite, sur les routes de Margny et de Clairoix, rive gauche, sur la route de Soissons et l'avenue des Beaux-Monts ; les batteries des routes de Clairoix et de Soissons font converger leur tir sur les terrasses du Palais, mais le tir de celle des Beaux-Monts se révèle inefficace, les boulets viennent se perdre au pied de la rampe d'accès de la terrasse face à la forêt.

La garnison ne dispose que de six pièces, mais quatre seulement entrent en action ; on dissimule les deux autres derrière les socles des statues face aux Beaux-Monts pour des vues ultérieures.

Le plan de von Krafft se dessine ; il est visible qu'il attache à la possession du Palais la plus grande importance. Otenin discerne le danger ; il se rend compte que sur la rive droite, le combat engagé est nettement à l'avantage de nos troupes que protègent efficacement nos ouvrages de défense et qu'il peut sans crainte en distraire le deuxième bataillon de la Loire-Inférieure et une partie du premier pour les placer de part et d'autre de la porte de Pierrefonds sur les vieux remparts et la terrasse de la rue des Domeliers. Une compagnie de la jeune garde occupe les appartements du château, face à la forêt ; les autres sont disséminés avec quelques éléments de la milice urbaine sur les terrasses entre le bord de l'eau et la place d'armes.

Enfin, dans le but d'inquiéter l'artillerie ennemie, Otenin place douze voltigeurs de la garde sous les ordres du sergent Delecaille, dans une maison aux murs crénelés située au bord

de l'eau, à 200 mètres environ de l'amont de la pompe à feu, face à l'île de la machine qui est aujourd'hui l'île des Bains, Delecaille s'y maintiendra avec honneur toute la journée, faisant tête à des forces dix fois supérieures.

Toutes ces manœuvres s'effectuent dans le plus grand ordre, bien que sous le feu continu de l'artillerie ; de ce fait, nos troupes vont se battre dans la proportion de 1 contre 4 sur la rive gauche et de 1 contre 8 sur la rive droite. Vers 11 heures, elles sont toutes sur leurs nouvelles positions et attendent de pied ferme le choc des assaillants.

L'artillerie ennemie cesse de tirer un peu après midi ; aux deux extrémités de la terrasse du palais, quelques compagnies prussiennes tentent aussitôt à deux reprises l'escalade, elles sont repoussées.

Vers deux heures, la colonne massée dans le petit parc s'ébranle enfin et s'élançe au pas de charge sur la rampe qui conduit à la terrasse ; le chef de bataillon Leconte fait démasquer les deux canons dissimulés derrière les statues et les fait tirer à mitraille à demi-portée ; cette décharge est accompagnée d'une vive fusillade qui part des appartements. Les Prussiens surpris reculent mais bientôt se reforment et reviennent à l'attaque ; foudroyés une deuxième fois par un feu des plus nourris, ils perdent pied, poursuivis à la baïonnette, refoulés dans le plus grand désordre sur la grille du grand parc, celle-ci, déjà ébranlée par des boulets perdus, cède sous la pression des fuyards qui se dispersent dans la forêt.

Pendant ce temps, à chaque extrémité du front de combat, la cavalerie prussienne essaye de pénétrer en ville, d'un côté par le cours, de l'autre par les avenues et la place d'armes, elle est arrêtée par les barrières et palissades qu'elle ne peut franchir ; les cavaliers mettent pied à terre pour être répartis et donner l'assaut avec l'infanterie. Mais aussi bien à la porte Chapelle, défendue par les voltigeurs de la garde, qu'à la porte de Pierrefonds où commande Guillemin, nos soldats font si bonne contenance que les assaillants doivent se retirer derrière leur artillerie.

Au bord de l'eau, la pression s'accroît en fin de journée et fait craindre une percée sur le cours en direction du pont, les casernes sont même occupées un instant, mais bientôt la retraite des autres formations oblige l'ennemi à abandonner le terrain conquis.

Sur la rive droite, où commande le chef de bataillon Baudry, von Sydow s'est rendu compte qu'il lui est impossible, avec le peu d'infanterie dont il dispose, non seulement d'enlever de

front nos ouvrages de défense, mais encore de les tourner ou les attaquer de flanc en raison de l'existence de maisons crénelées sur lesquelles elles s'appuient. Au début de la matinée, il s'emploie à soulager von Krafft en attirant à lui pour les retenir une partie de nos forces qu'il fait déloger des jardins et des haies des faubourgs. Von Geissmar est furieux de l'insuffisance en infanterie des renforts qui lui ont été envoyés, mais témoin des mouvements ordonnés par Otenin qui privent le pont de plus de la moitié de ses défenseurs, il exige de von Sydow de tout tenter pour prendre possession d'ouvrages qu'une poignée d'hommes seule maintenant défend ; les cavaliers mettent pied à terre et l'assaut est donné par l'ensemble des deux détachements. Trois fois l'ennemi s'élançe sur nos retranchements, trois fois Baudry reçoit le choc sans se laisser entamer, prend lui-même l'offensive, charge à la baïonnette et contraint l'adversaire à revenir sur ses positions de départ.

La bataille avait ainsi fait rage de neuf heures du matin à quatre heures du soir, après l'échec du Palais, von Krafft jugeant qu'il ne pouvait avec ses seules forces enlever la place d'assaut, prend le parti de relever ses positions de combat et se retire pour rentrer dans ses cantonnements de Trosly-Breuil, ne laissant qu'un faible détachement en observation à la lisière de la forêt.

Ce mouvement de retraite que, faute de cavalerie, la garnison ne peut inquiéter, s'effectue lentement, couvert par le bataillon qui, au bord de l'eau, continue à retenir l'attention des assiégés. Vers six heures, enfin, Compiègne peut se dire libérée.

De leur côté, von Sydow et von Geissmar, devant la résistance qui leur est opposée, doivent se résigner à se maintenir au delà du Petit-Margny jusqu'à ce que, se rendant compte de l'insuccès de von Krafft, ils se décident à se reporter sur les hauteurs où, dans la soirée, les Compiégnois peuvent voir s'allumer leurs feux de bivouac.

Nos pertes ont pu par la suite être exactement chiffrées à 45 tués ou morts des suites de leurs blessures et à 120 blessés alors que celles accusées par l'ennemi s'élevaient à 53 tués sur le champ de bataille et 450 blessés dont une centaine recueillis à l'Hôtel-Dieu de Compiègne.

Le major Otenin, au cours de cette glorieuse journée, s'était au plus haut point montré digne de la mission qui lui avait été confiée ; il avait fait face, à la tête de sa bien faible garnison, à une situation des plus critiques, avec une autorité, une sûreté de vues, une ténacité des plus remarquables, se portant de sa personne sur tous les points de combat, disposant judicieusement ses troupes au mieux des nécessités de l'heure,

se multipliant auprès des jeunes recrues, soutenant leur courage, leur donnant l'exemple d'une endurance à toute épreuve. Vers 2 heures 1/2, alors qu'il assistait, de l'extrémité Est de la terrasse du Palais à la première débâcle des Prussiens du petit parc et qu'il pouvait ainsi déjà augurer du succès couronnant ses efforts, il tombe mortellement blessé. Les soldats qui l'entourent se précipitent, l'emportent au milieu du sifflement des balles, le transportent chez lui ; pendant dix heures il agonise, mais il peut encore, avant d'expirer, s'inquiéter des résultats de la journée et il meurt heureux de se savoir vainqueur.

La population, généralement si versatile et si prompte à ne juger que sur ses propres et immédiates impressions, n'avait pas caché ses appréhensions à la vue du déploiement imposant des forces qui, dès le début de la matinée, se disposaient à encercler la ville, elle s'effrayait de la disproportion toujours croissante des effectifs mis en ligne, elle ne concevait plus la possibilité pour la garnison de résister à une telle pression et dans son désarroi, ne donnait que quelques heures à l'ennemi pour emporter la ville d'assaut.

La municipalité n'était pas la dernière à éprouver les mêmes craintes ; mais tel était l'ascendant que le major Otenin avait su prendre sur tout ce qui l'entourait qu'aucune représentation ne lui avait été faite d'éviter de combattre dans des conditions qui paraissaient aussi défavorables.

Ces appréhensions et ces craintes, s'étaient aussi manifestées chez certains gardes nationaux de la Loire-Inférieure dont quelques-uns mêmes avaient tenté de se dérober au combat ; une telle attitude n'avait pu être tolérée : le capitaine Pironneau, pour prévenir toute contagion, avait dû se résoudre à faire un exemple en passant son épée à travers le corps du mutiné le plus récalcitrant, tout était rentré dans l'ordre et dans l'obéissance.

Mais lorsque chacun eut constaté avec quelle maîtrise et quel sang-froid Otenin avait en quelques instants modifié ses positions de combat et réparti ses unités face à tous les fronts avant même que l'ennemi ait achevé d'organiser ses dispositifs d'attaque, un revirement total, fait de confiance et d'espoir, s'était opéré aussi bien chez les défenseurs que chez les habitants, on avait pu voir ceux-ci répondre à l'appel pressant des officiers, circuler sous les balles pour distribuer aux combattants vivres et rafraîchissements, secourir et transporter les blessés et aider même au transport des munitions.

Cette heureuse harmonie dans la collaboration des éléments civils et militaires n'avait certes pas été dans la circonstance un

des moindres facteurs de l'efficacité de la résistance. La nouvelle bientôt propagée de l'extrême gravité de l'état de leur chef, loin d'affaiblir le moral des troupes déjà enivrées d'un premier succès, avait au contraire fortifié leur ardeur du désir de le venger. Le major Guillemain appelé à prendre le commandement n'avait ainsi eu qu'à parachever une victoire déjà pour ainsi dire acquise.

Le récit qui vient d'être fait de la bataille du 1^{er} avril n'apporte rien qui ne soit extrait des relations qu'en ont données les témoins oculaires Léré et Escuyer, et par son fils Cailliette de L'Hervilliers, il est le résumé fidèle de ce que ces relations offrent de concordance et il faut reconnaître que cette concordance, est, à quelques détails près, totale.

C'est donc avec raison que Cailliette de L'Hervilliers a pu faire une si sévère critique du rapport du major Guillemain à qui il reproche de ne parler que des phases du combat où les deux bataillons qu'il commandait s'étaient trouvés engagés, passant ainsi sous silence les attaques sur le Palais que les voltigeurs de la jeune garde, sous les ordres du chef de bataillon Leconte, avaient à deux reprises si brillamment repoussées. Or, il n'est pas contestable que cette omission, relevée sur la seule pièce pouvant se prévaloir d'un caractère officiel, pourrait encore, à l'heure actuelle, faire douter de la réalité des faits relatés par les témoins oculaires si ces faits ne se trouvaient confirmés par le compte rendu du général prussien von Krafft qui ne pouvant se dispenser d'avouer sa défaite s'exprime ainsi :

« A ce moment, (vers une heure) le lieutenant-colonel von Reclow commença très vivement son attaque ; le 2^e bataillon du 9^e régiment de réserve s'avança hardiment sur l'aile droite du château et s'ouvrit un passage jusqu'au pied de la terrasse. Lorsque je vis s'opérer ce mouvement, je donnai le signal de l'assaut général. Deux compagnies et les tirailleurs du 1^{er} régiment de Colberg assaillirent le château de front, deux compagnies du bataillon de fusiliers s'emparèrent des maisons situées sur la route de Soissons et s'établirent sous le mur d'enceinte après avoir chassé l'ennemi de ses retranchements ; l'action avait atteint son maximum d'intensité ; les troupes dédaignaient le feu et les obstacles quels qu'ils fussent, elles combattaient avec leur bravoure ordinaire et même mieux encore, elles voulaient s'emparer du château, mais l'ennemi qui combattait en grande majorité à couvert, gardait une contenance modérée, se battait très bravement et opposait la résistance la plus acharnée.

» Dans ces conditions et comme de dix heures du matin à quatre heures du soir, les troupes avaient été constamment sous

le feu le plus vif, je me convainquis que Compiègne ne pouvait être prise d'assaut de ce côté et je me décidai à relever peu à peu mes positions de combat. »

Il est regrettable d'avoir à constater qu'il fallait cet hommage rendu par l'adversaire à nos valeureux soldats pour mettre définitivement en évidence l'ampleur de cette bataille dont le succès répondait à ce que Napoléon eût pu en attendre pour la réussite des opérations qu'il méditait encore d'entreprendre au lendemain de la capitulation de Paris. Et c'est là justement le plus beau titre de gloire du major Otenin que les Compiégnois contemporains, dans leur ignorance totale des faits extérieurs et bientôt rejetés dans une ambiance hostile, n'ont pas su reconnaître.

CHAPITRE VIII

FIN DE LA RÉSISTANCE DE LA VILLE

Le combat du 1^{er} avril, tout glorieux qu'il ait été, ne pouvait toutefois, faute de secours extérieur immédiat, mettre fin à la pénible situation dans laquelle, depuis un mois, se trouvait Compiègne. L'ennemi venait de montrer, par la violence de son attaque, tout l'intérêt qu'il attachait à la possession de la ville et l'on devait craindre de sa part, à brève échéance, un retour offensif avec des effectifs plus nombreux contre lesquels la garnison se trouverait impuissante.

Il est certain que dans la pensée de l'Empereur, l'expression « tenir jusqu'à la dernière extrémité » devait s'entendre dans le sens le plus absolu : s'assurer de la conservation de la tête de pont sur l'Oise tant que tous les moyens de résistance n'auraient pas été épuisés ; en opérer la destruction dès que les possibilités de la défendre n'existeraient plus ; ceci fait dans la mesure du possible, évacuer la ville.

Il appartenait au commandant d'armes de discerner ce que le devoir et l'honneur devaient assigner de limites à ces possibilités.

De la part d'Otenin, aucun doute n'est permis, lui vivant et l'ennemi reparaissant, il est tenu pour certain qu'il eût continué la lutte même avec un potentiel de résistance affaibli, toujours convaincu que de la dernière pouvait dépendre le succès d'une de ces combinaisons inattendues dont le génie de l'Empereur était coutumier et il est permis de penser qu'il eût réussi, en dépit même des incertitudes du lendemain, à maintenir la

population dans l'atmosphère de confiance que son énergie et la révélation de ses qualités d'organisateur dans la préparation de la défense avaient en dernier lieu su créer.

Tout au contraire l'attitude prise par le major Guillemain, dès sa prise de commandement, ne devait pas tarder à rendre la population à ses angoissantes appréhensions.

Il faut lire ces quelques lignes que l'adjoint Léré consacre à la soirée du 1^{er} avril et on peut croire ce minutieux observateur quand il s'agit de faits ou de paroles qu'il a vus ou entendus, qu'il note au jour le jour pour sa satisfaction personnelle et sans aucun souci de publicité, pour se rendre compte de l'immédiate réaction provoquée dans les esprits par la disparition de l'homme qui, pendant un mois, avait tenu dans ses mains le sort de la cité.

Guillemain, vers cinq heures, se rend à l'Hôtel de Ville, rencontre Léré, l'informe que l'ennemi attaque en force vers la pompe à feu et qu'il n'est pas sûr de pouvoir résister. Léré, qui entrevoit déjà les horreurs du pillage, se hasarde à répondre qu'il faut veiller à ce que la ville ne soit pas prise d'assaut. Mais la décision à prendre est de telle importance qu'il envoie chercher le maire ; M. de Lancry ne tarde pas à arriver, il engage le major à ménager la cité par une capitulation honorable, ajoutant qu'il a fait la plus belle défense avec une troupe qui, allant pour la première fois au feu, doit être épuisée. Guillemain paraît ébranlé, il manifeste ses craintes et ses regrets de se trouver dans l'obligation de prendre le commandement dans des circonstances aussi critiques, mais tout à coup se ressaisit et sort brusquement en affirmant qu'il ne capitulerait pas.

Léré le retrouve quelques instants après, en compagnie du chef de bataillon Leconte, il parle à ce dernier de la nécessité de traiter pour sauvegarder la ville. Leconte furieux s'emporte et déclare qu'il s'ensevelira sous les ruines du Palais plutôt que de se rendre.

A cette heure pourtant où la nuit tombe, le feu vient de cesser ; l'ennemi s'est retiré.

Il faut dire que cette poussée vers la pompe à feu signalée par Guillemain n'est autre que le maintien sur ses positions de la formation chargée de couvrir, en continuant de combattre, la retraite du gros des troupes battues devant le Palais et la porte de Pierrefonds. Guillemain a paru croire à un retour offensif de celle-ci pour tourner la ville par le cours. Pris au dépourvu il s'en est effrayé et sans autrement réagir n'a su que venir jeter l'alarme à la municipalité.

A la nouvelle de la disparition définitive des derniers éléments

ennemis, la population manifeste sa joie de l'heureuse issue de la journée par l'accueil chaleureux qu'elle fait aux soldats ramenés au repos. Mais cette joie est de courte durée, ce souffle de confiance et d'optimisme qui, au lendemain du 15 mars, avait si bien relevé le moral, est sur le point de s'éteindre. Cette même population recueillie dans la soirée d'autres échos, n'entend que des commentaires inquiétés sur ce que sera demain. Vers 8 heures, le bruit court, qui ne tarde pas à être confirmé, que les munitions sont épuisées ; il ne reste plus en dépôt que 150 boulets et 2.500 cartouches.

L'angoisse à nouveau étroit les cœurs. M. de Lancry convoque d'urgence à l'Hôtel de Ville les conseillers municipaux et quelques notables pour aviser aux moyens de sauver la ville et fait appeler le major Guillemain et le chef de bataillon Leconte. Le maire représente une fois de plus aux deux officiers l'impossibilité de préserver Compiègne, alors que sa garnison ne dispose plus de moyens de défense ; il affirme que l'honneur est satisfait après une lutte aussi héroïque et remet en question la capitulation qui, provoquée sur l'initiative des assiégés, peut seule, à son avis, éviter les représailles d'un ennemi vexé de sa défaite. Après une vive discussion sur la nécessité plus ou moins justifiée de détruire le pont, Guillemain finit par entrer dans les vues de la municipalité ; c'est l'heure où à 50 mètres de là expire Otenin, mais Leconte se refuse encore à tout arrangement ; on le laisse rentrer chez lui ; une députation le rejoint vers trois heures du matin et le trouve plus maniable ; enfin les deux officiers tombent d'accord pour envoyer au lever du jour des parlementaires vers les avant-postes ennemis.

On doit la relation de cette dramatique séance à Escuyer, Léré n'en parle pas ; peut-être n'y assistait-il pas ; Cailliette de L'Hervilliers fait mention d'un conseil de défense tenu la nuit chez Guillemain, lequel aurait abouti à des conclusions identiques. L'un certes n'exclut pas l'autre, car on ne peut concevoir que Guillemain ait cru pouvoir se dispenser de convoquer ce conseil pour prendre avis, avant de donner à la municipalité sa réponse définitive.

Mis dans l'obligation d'assurer en pleine bataille la continuité du commandement, Guillemain qui, dans la journée du 1^{er} avril, s'était valeureusement battu à la tête de son bataillon, avait eu à faire face sans transition à une situation pour laquelle il n'était pas préparé et à des responsabilités dont il se voyait seul à supporter tout le poids ; isolé du gros des armées impériales, livré à lui-même sans supérieurs auxquels il puisse rendre compte des difficultés de sa position, et demander des directives, il ne paraît pas s'être suffisamment pénétré de l'étendue de la

mission qui lui est soudainement dévolue. Sollicité par des influences auxquelles il n'a pas l'énergie de se soustraire, il accepte de laisser mettre en discussion l'opportunité des mesures à prendre pour en assurer le total accomplissement et se laisse finalement dicter des décisions qui, si elles peuvent se comprendre d'une municipalité soucieuse de sauvegarder les intérêts de ses administrés, restent contraires à celles qu'il était du devoir du commandement de la garnison d'imposer, pour répondre à la pensée de l'Empereur.

Deux parlementaires sont donc expédiés dès la première heure du 2 avril, l'un sur la côte de Margny, l'autre sur la route de Soissons, ils ne tardent pas à revenir, empressés d'annoncer que les bivouacs, dont la veille on apercevait les feux, sont abandonnés. Les officiers dépêchent aussitôt des reconnaissances pour s'assurer de la disparition de l'ennemi qui se trouve bientôt confirmée.

Ainsi l'on assiste à cette situation que l'on peut qualifier tout au moins d'étrange d'un commandant de garnison allant au devant d'un ennemi vaincu qu'il ne peut joindre pour lui rendre la place. Guillemin, qui n'est pas sans en sentir le ridicule, craignant toutefois une surprise, maintient ses troupes en état d'alerte, multiplie ses avant-postes pour prévenir, en temps utile, une nouvelle attaque.

C'est encore Léré qui relate à la date du 2 avril une nouvelle ébruitée de la veille et confirmée le jour même de la destruction du pont de Pont-Sainte-Maxence survenue le jour du 1^{er} avril à 4 heures du soir ; il ajoute dans une note postérieure que Compiègne doit la conservation de son pont au siège qui eut lieu ce jour-là ; alors que les ennemis, dit-il, nous entouraient de tous côtés ; un cuirassier d'ordonnance vint deux fois pour remettre l'ordre, mais il ne put pénétrer dans la ville.

Ainsi le pont de Compiègne bénéficiait d'un concours de circonstances tout particulièrement favorables ; un combat heureux en avait tout au moins différé la destruction, qu'il entraînait dans la mission d'Otenin d'opérer en cas de défaite, ce même combat venait de faire obstacle à l'exécution d'un nouvel ordre de l'Empereur expédié de Fontainebleau prescrivant la destruction immédiate.

Les nouvelles recueillies des estafettes rentrées de leur reconnaissance réconfortent la population ; le 2 avril, dit Escuyer, est une journée de repos et de bonheur, les habitants se recherchent les uns les autres, se répandent au dehors, visitent les différents points du champ de bataille. Guillemin, sans doute à son corps défendant, devient l'homme du jour au

côté de M. de Lancry à qui on attribue, non sans raison, l'initiative prise de mettre fin à la lutte et le spectre de l'ennemi dont on s'imagine avoir à craindre un retour possible, effraye beaucoup moins.

Et dans cette quiétude retrouvée, le souvenir du vaillant officier qui vient de mourir n'apparaît déjà plus aux Compiègnois que pour leur donner l'impression que son inflexible volonté de résistance eût pu le conduire à faire de la ville un second Venette, de sinistre mémoire, qui sait si cet état d'esprit, dernier reflet des angoisses passées, n'est pas déjà le prélude de l'ingratitude et de l'oubli ?

C'est le lendemain 3 avril, qu'ont lieu les obsèques du major Otenin et des quelques braves tombés à ses côtés. Les chroniqueurs locaux sont sur ces obsèques très sobres de détails. Escuyer trouve même de bon ton de n'en pas faire mention. Léré, en quelques mots, en note toute la simplicité. Le service se fait à Saint-Jacques, Guillemain, préoccupé d'une attaque toujours possible de l'ennemi, n'accompagne le corps que jusqu'à l'église ; quelques conseillers municipaux et le tribunal font la conduite jusqu'au cimetière commun ; les frais funéraires s'élèvent au total de 90 frs ; on ne pouvait faire beaucoup moins. Cailliette de L'Hervilliers insiste sur ce que les habitants emplissent l'église et se pressent autour de la dépouille du glorieux défunt ; or, le 3 avril est précisément le dimanche des Rameaux et le service funèbre est fait à midi ; à l'heure où le cortège mortuaire entre à l'église, celle-ci est encore pleine des fidèles qui viennent d'assister à la grand'messe particulièrement longue ce jour-là. Tout Compiègne, ou tout au moins tous les paroissiens de Saint-Jacques, sont donc là. Il est à remarquer qu'aucun des auteurs ne signale la présence de M. de Lancry. Tout porte à croire toutefois que le maire de Compiègne, fervent catholique, soit venu lui aussi à Saint-Jacques qui est sa paroisse, suivre les deux offices ; mais la limitation faite par Léré dans la désignation des personnages officiels qui suivent le corps au cimetière doit faire penser qu'il n'a pas été au delà de la cérémonie religieuse. La raison en est peut-être qu'à l'instant même où elle s'achève, l'attention de l'état-major et de la population est appelée sur l'apparition, route de Clairoux, d'un parlementaire ennemi.

CHAPITRE IX

REDDITION ET OCCUPATION DE LA VILLE

C'est un parlementaire en effet à la rencontre duquel part le chef de bataillon Baudry pour le conduire, les yeux bandés, chez

le major Guillemain. L'officier prussien donne connaissance des événements qui, depuis le 30 mars, se déroulent à Paris, capitulation de la capitale, entrée triomphale des alliés, formation d'un gouvernement provisoire, en plein accord avec les souverains étrangers. Il donne avis de la présence toute proche de forces importantes, engage le commandant de la garnison à livrer la place ajoutant qu'il ne ferait ainsi que répondre aux intentions du nouveau gouvernement soucieux d'éviter désormais toute effusion de sang.

Guillemain dira, dans le rapport qu'il adressera quelques jours après au Ministre de la Guerre, avoir répondu que le sort de Paris n'avait rien de commun avec celui de Compiègne et qu'il ne rendrait la place qu'après avoir épuisé tous ses moyens de défense, or, il se présente à l'esprit que cette réponse n'admettant pas de discussion devait clôturer immédiatement l'entretien. Mais si l'on en croit Léré, l'entrevue a duré deux heures pendant lesquelles, ajoute-t-il, on a causé, bu et mangé. Après avoir fait reconduire le parlementaire hors de la ville, Guillemain donne au maire l'assurance qu'il a été stipulé tout ce que l'honneur français et l'intérêt des habitants pouvaient exiger ; c'était laisser entendre qu'en fait, la question de la capitulation avait été posée, que les clauses en avaient été discutées pour être soumises, d'une part, au général prussien avec quelques chances d'être acceptées, d'autre part, au gouvernement français et c'est à cet effet que Guillemain demandait des passeports pour envoyer un de ses officiers à Paris s'assurer de ce qui s'y passait et y prendre des ordres.

Ainsi les troupes qui ont attaqué Compiègne le 1^{er} avril ont bien disparu de la région, mais elles sont remplacées par un autre corps commandé par le général von Borstell d'un effectif de 12.000 fantassins, 4.000 cavaliers appuyés par 38 pièces d'artillerie, ce qui dénote bien l'insistance que met l'ennemi à s'assurer de la possession de la ville. En réalité, Blücher n'est pas rassuré sur les intentions de Napoléon qui, à Fontainebleau, envisage de reprendre les hostilités par une attaque sur la capitale. Pour parer à toute éventualité, Blücher expédie à Bulow l'ordre de le rejoindre en laissant seulement devant Soissons un corps d'observation. Bulow rappelle von Krafft qui, informé dans la nuit du 1^{er} au 2 avril, fait rentrer ses avant-postes et s'achemine à la rencontre du gros des troupes marchant sur Paris. D'autres dispositions sont prises par le grand état-major allié pour reprendre le cas échéant l'attaque sur Compiègne.

Il n'entre toutefois pas dans les intentions des alliés de livrer de nouveaux combats ; ils veulent achever leur victoire par la persuasion en détachant l'armée française de son chef et pour

Compiègne montrent qu'ils sont disposés à être très larges quant aux conditions à arrêter pour obtenir une capitulation.

En fin de journée, on apprend que les routes sont libres, quelques personnes arrivent de banlieue mais ne donnent que des nouvelles confirmant assez confusément celles apportées par le parlementaire prussien. C'est seulement dans la matinée du lendemain 4 avril que le courrier est rétabli et que les Compiégnois peuvent enfin parcourir les journaux et y prendre en détail connaissance des événements dont, depuis le 30 mars, Paris est le théâtre ; ils sont stupéfaits d'apprendre qu'on se battait encore à Compiègne alors que la veille 31 mars, les Parisiens accueillait les Alliés comme des libérateurs, que l'armée française, après une magnifique défense a dû se replier sur Corbeil, que Napoléon est à Fontainebleau, que le Sénat, après avoir nommé un gouvernement provisoire, a prononcé sa déchéance ; ils peuvent y lire la décision prise par les souverains étrangers de ne plus traiter ni avec lui ni avec aucun membre de sa famille ; ils ont sous les yeux les infâmes articles du « Journal des Débats » dont la direction est reprise par les royalistes, insultant, bafouant l'homme que, quelques jours auparavant, ce même journal encensait encore ; ils retiennent enfin tout particulièrement le vœu formulé par le conseil municipal de Paris pour que le gouvernement monarchique soit rétabli dans la personne de Louis XVIII, les adhésions au gouvernement provisoire de tous les corps constitués et enfin l'adresse à l'armée, la dégageant de ses serments envers l'Empereur.

La Municipalité n'est pas la dernière à s'émouvoir de ces extraordinaires nouvelles ; M. de Lancry, dès leur réception, convoque d'urgence son conseil municipal qu'il réunit à midi. On est confondu au sein de cette Assemblée que Compiègne puisse donner l'impression d'avoir manifesté son opposition au nouvel ordre de choses en se refusant de mettre bas les armes et on décide sur le champ et à l'unanimité de faire parvenir au gouvernement provisoire l'adresse suivante :

« Messieurs,

« Les sentiments proclamés par le Sénat et le Conseil municipal de Paris sont ceux qui animent tous les Français. Il est impossible de passer de la tyrannie la plus odieuse et la plus désordonnée à un gouvernement paternel et désiré de tous, avec plus d'unanimité, de noblesse et de calme. Nous adhérons de cœur et d'âme à tout ce que vous avez fait et nous attendons avec confiance le résultat des délibérations du Sénat et des intentions nobles et généreuses des souverains alliés. »

Mais ce n'est pas suffisant, il faut que le gouvernement provisoire soit bien convaincu que l'étranger n'a pas fait pression pour obtenir la rédaction d'une adhésion aussi chaleureuse et on s'empresse d'ajouter en marge de la délibération ces quelques mots :

« Compiègne, le 4 avril 1814, la ville n'étant pas encore occupée par les troupes alliées. »

Enfin, comme il y a bientôt quatre jours que le gouvernement provisoire est entré en fonctions, n'est-il pas à craindre que la municipalité de Compiègne soit la dernière à avoir fait parvenir son adhésion. Il faut donc faire diligence et deux membres du Conseil sont immédiatement désignés pour se rendre à Paris et faire l'impossible pour obtenir du Ministre de l'Intérieur une audience particulière.

M. de Lancry ne se doutait pas qu'il pouvait risquer gros de tant se presser car l'heure à laquelle l'adresse était votée était précisément celle où trois plénipotentiaires, les maréchaux Ney et Macdonald et le duc de Vicence quittaient le palais de Fontainebleau pour remettre aux souverains étrangers l'abdication conditionnelle de Napoléon en faveur de son fils.

Talleyrand, président du gouvernement provisoire, avait à dessein refusé de faire paraître au « Moniteur » la délibération du Conseil municipal de Paris que le « Journal des Débats » avait insérée et sur laquelle le Conseil municipal de Compiègne venait de s'appuyer pour prendre la sienne propre. Il savait que tant que l'armée resterait fidèle à Napoléon, rien ne pourrait être définitivement conclu et il s'employait patiemment, en accord avec les Alliés, pour obtenir l'adhésion de ses principaux chefs ; il faut lire le récit de cette nuit tragique du 4 au 5 avril au cours de laquelle le Tsar, visiblement touché par les manifestations de loyalisme de Macdonald et du duc de Vicence, semblait près de se rallier à cette conception de la régence de Marie-Louise, les membres du gouvernement provisoire tremblaient de peur ; mais la nouvelle de la défection de Marmont, survenue pendant les conférences, devait bientôt peser sur la décision finalement prise à l'unanimité par les souverains alliés d'exiger de l'Empereur la remise à bref délai de son abdication pure et simple. Talleyrand n'avait dès lors plus à hésiter ; il demandait au Sénat de hâter le vote de la constitution à laquelle travaillait cette assemblée depuis la proclamation de la déchéance et dans une nouvelle adresse, faisait connaître au peuple français, le grand changement qui s'opérait par la restauration des Bourbons.

C'est alors que devaient arriver à flots les adhésions de toutes les villes de France devancées toutefois par celle de Compiègne

que M. de Lancry avait la satisfaction de voir paraître dans le « Moniteur » du 7 avril.

Dans la journée du 4 avril, un nouveau parlementaire ennemi était revenu à Compiègne apporter l'accord du général von Borstell sur les clauses de la capitulation avec de légères modifications que le major Guillemin devait accepter : la garnison était autorisée à quitter la place n'y laissant que ses canons pour se rendre à Paris se mettre à la disposition du gouvernement provisoire.

Ainsi se terminait le dernier acte de la défense de Compiègne. Bien des auteurs locaux ont dit et répété depuis que la capitulation n'avait été signée que sur les ordres réitérés de Paris. En réalité, elle était l'œuvre du major Guillemin qui en avait convenu dans l'après-midi du 3 avril, trop heureux de ce que les événements se chargeaient de mettre fin à ses hésitations.

On doit reconnaître que ces événements rendaient sans objet toute résistance ; mais il faut convenir que le geste, accompli par un officier qui pouvait se prévaloir d'une incontestable victoire, était dépourvu de cette dignité dont faisaient preuve Gérard à Soissons et Daumesnil à Vincennes lorsque, se rendant compte des intentions bien arrêtées de l'ennemi de mettre fin à la lutte, ces derniers déclaraient n'avoir à connaître des événements que d'une communication faite par un gouvernement régulièrement établi et ne devoir envisager de reddition que sur ordre formel de ce gouvernement pour agir en son nom.

La population de Compiègne s'associait tout naturellement à sa municipalité en se livrant aux transports du plus vif enthousiasme, non pas tant par sympathie pour les Bourbons, que les jeunes générations n'avaient pas connus et dont les plus anciennes avaient en grande partie perdu le souvenir que pour manifester sa joie de la paix et de la tranquillité retrouvées et il en était ainsi par toute la France.

Les officiers remettaient leur adhésion à M. de Lancry qui délivrait même au chef de bataillon Baudry un certificat très élogieux attestant que c'est à cet officier que les habitants devaient en grande partie d'avoir échappé le 1^{er} avril aux désastres qui suivent une occupation de vive force ; seul le chef de bataillon Leconte s'abstenait de toute manifestation et quittait même Compiègne aussitôt la capitulation signée, se refusant de défiler à la tête de son bataillon, le jour du départ des troupes.

Mais avant ce départ, les lettres suivantes étaient échangées entre le major Guillemin et M. de Lancry :

« Monsieur le Maire,

« Veuillez, je vous prie, être l'organe de ma reconnaissance

auprès des habitants de la ville de Compiègne pour la conduite pleine d'humanité qu'ils ont eue envers mes soldats.

» Les soins qu'ils ont eus des blessés, l'empressement qu'ils ont mis à apporter en abondance aux combattants les rafraîchissements dont ils avaient besoin, sont des titres bien puissants aux souvenirs qu'ils doivent avoir d'eux.

» Les journées du 31 mars et du 1^{er} avril leur rappelleront toujours la reconnaissance qu'ils doivent avoir pour la générosité des braves Compiégnois et pour leurs estimables magistrats. »

Signé : Guillemin.

« Monsieur le Major,

« Je vous prie d'être auprès de la troupe que vous commandez l'interprète de l'Administration et des sentiments de reconnaissance de la ville de Compiègne.

» Les bataillons des gardes nationaux de la Loire-Inférieure et le 2^e bataillon du 6^e régiment de la garde se sont couverts de gloire dans la journée du 1^{er} avril.

» Des journées plus tranquilles vont succéder à la tourmente qui nous a agités si longtemps, mais jusqu'au dernier moment, Monsieur le Major, vous avez dignement maintenu l'honneur des armées françaises. »

Signé : de Lancry.

Il est pénible d'avoir à constater que dans aucune de ces deux lettres, dont la seconde est pourtant toute à la louange des glorieux défenseurs de Compiègne, aucune allusion ne soit faite à celui qui fut le véritable organisateur et pour tout dire l'âme de la résistance.

Il est indéniable qu'Otenin devait être considéré par les Compiégnois comme très attaché à l'Empereur et qu'en vantant ses mérites, en exaltant la gloire qu'il s'était acquise, on pouvait craindre d'être accusé de faire acte d'opposition au nouveau régime mais ce n'est pas là toute la cause ou plutôt l'origine de l'indifférence des générations contemporaines.

Il faut rappeler que le major Otenin, dès sa prise de commandement et dans l'intérêt exclusif de la défense, avait soumis les habitants à une discipline des plus rigoureuses qu'une population ne supporte généralement pas sans manifester une certaine opposition souvent hostile à celui qui l'impose ; que pendant tout un long mois, ces mêmes habitants avaient vécu angoissés, dans l'attente d'un combat qu'ils savaient inévitable

et dont ils pouvaient tout craindre pour leur existence et leurs intérêts personnels, que quelques conseillers municipaux gardaient rancune au commandant d'armes nommé par le général Hullin de ce que ce dernier avait assez sévèrement relevé certains de leurs actes hostiles au pouvoir. Il n'est donc pas étonnant que la mort d'Otenin ait provoqué dans l'esprit de tous ceux qu'il avait fait plier sous son inflexible autorité une réaction préjudiciable à sa mémoire.

Tout ce qui s'était passé depuis l'instant où il était tombé sur le champ de bataille était tellement contraire à ce qu'on savait qu'il eût lui-même accompli qu'on ne songeait pas sans frémir aux horreurs dont la ville eût souffert si, lui vivant, l'attaque ennemie s'était renouvelée le lendemain 1^{er} avril, on ne se souvenait plus de ce qu'il avait sauvé par la glorieuse défense qu'il avait si habilement préparée ; on ne pensait qu'aux malheurs qu'il n'aurait pu éviter s'il lui avait été donné de continuer la lutte jusqu'à la dernière extrémité.

Enfin, il est un fait qui ne peut échapper à l'observation, c'est que les contemporains, à quelques exceptions près, las et désirant à tout prix la paix, n'ont aucunement réalisé que le major Otenin, combattant dans Compiègne, servait avant tout la France. Il appartenait à la postérité, meilleur juge parce que dégagée de l'ambiance de l'époque, de rendre à cet officier l'hommage dû à sa valeur et à son patriotisme.

CHAPITRE X

L'HÉROISME DE LA VILLE DE COMPIÈGNE ET DU MAJOR OTENIN

Le silence fait sur Otenin devait pourtant être rompu, au moins une journée, un an après sa mort, Léré rappelle avoir reçu une invitation à assister au service anniversaire que faisaient célébrer le 4 avril 1815 dans l'église Saint-Jacques, la garde nationale et quelques citoyens. Mais c'était alors au début des Cent Jours et l'on pouvait reparler hautement de nos anciennes gloires. Ainsi, dans certains cœurs, le souvenir du brave officier n'avait pas disparu, il ne faisait que sommeiller.

En 1858, le conseil municipal de Compiègne, dans sa séance du 6 janvier, décidait qu'une pierre tumulaire en marbre noir serait placée près de la chapelle du cimetière où avaient été inhumés les restes du major Otenin avec une inscription rappelant sa brillante conduite pendant le siège de 1814.

Ce n'est pourtant qu'en 1865 que la rédaction de cette inscription fut arrêtée. Le choix de la chapelle pour fixer l'emplacement de la pierre fait présumer que la tombe avait depuis longtemps cessé d'être entretenue si tant est qu'elle ait jamais pu être reconnue et c'est en vain qu'on la chercherait aujourd'hui.

En réalité, cette pierre n'est autre chose que la plaque en marbre blanc de 0 m. 70 de hauteur sur 0 m. 50 de largeur que l'on peut voir actuellement placée sur la face intérieure d'un des pilastres de la porte d'entrée du cimetière de Clamart.

Invisible aux passants, cette plaque reléguée dans un coin de cimetière désaffecté ne répond plus à la pensée de ceux qui ont voulu en faire, aux yeux des Compiègnois, un témoignage frappant, il lui faudrait trouver aujourd'hui un autre emplacement répondant à deux préoccupations.

La première attirer constamment l'attention, non seulement des habitants, mais aussi des touristes toujours soucieux de rechercher la trace de nos gloires et de nos illustrations nationales.

La deuxième, rappeler la présence effective d'Otenin veillant à l'exécution de ses ordres aux instants les plus critiques du combat.

Ainsi, à défaut de la statue disparue dont le rétablissement risque d'être longtemps encore différé, se trouverait déjà plus efficacement assurée la continuité du souvenir que Compiègne se doit de conserver à la mémoire du modeste et vaillant officier venu glorieusement combattre sous ses murs et y mourir, le dernier jour de cette campagne de France qu'il illustrait d'une dernière victoire.

Henri CAULLIER.

